



MEDEF Actu-Eco - n° 286

Semaine du 01 au 05 mai 2017



SOMMAIRE



FRANCE

1. **Croissance du PIB au premier trimestre 2017** : freinage lié au ralentissement de la consommation et à une contribution fortement négative des échanges extérieurs, montée en puissance des investissements
2. **Dépenses de consommation des ménages en biens en mars 2017** : nouvelle baisse (-0,4% sur un mois et sur un trimestre, -1% sur un an)
3. **Construction de logements en mars 2017** : 393 300 mises en chantier en cumul sur 12 mois (+15,4% en glissement annuel)

INTERNATIONAL

4. **Hausse des prix dans la zone euro en avril 2017** : accélération sur un an de l'inflation totale (+1,9%) et sous-jacente (+1,2%)
5. **Climat des affaires aux Etats-Unis en avril 2017** : décélération de l'activité manufacturière à partir d'un point haut, accélération dans les autres secteurs
6. **Tendances récentes des marchés** : hausse interrompue des marchés actions de part et d'autre de l'Atlantique

Le prochain MEDEF Actu-Eco sera publié la semaine du 15 mai 2017

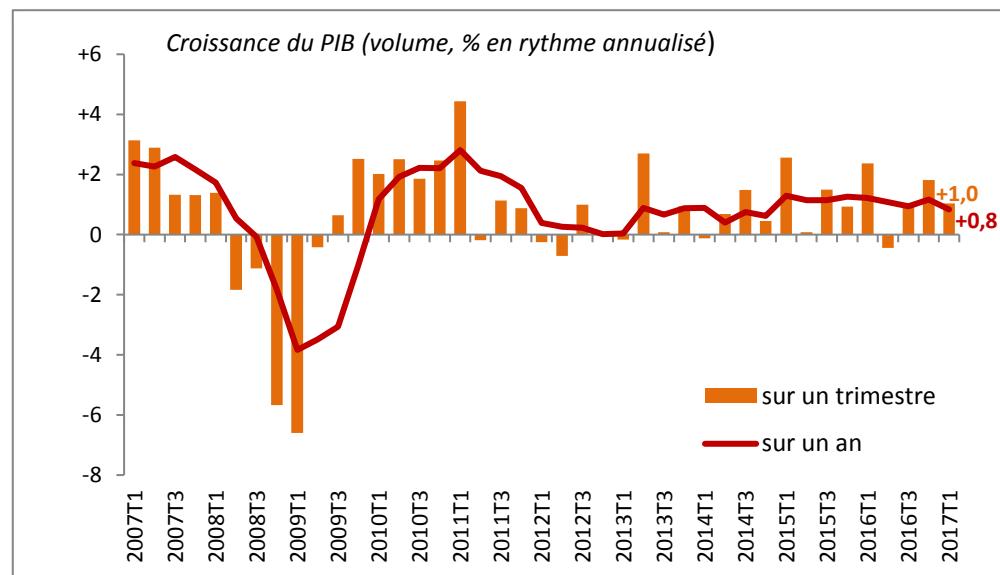
1. Croissance du PIB au premier trimestre 2017 : freinage lié au ralentissement de la consommation et à une contribution fortement négative des échanges extérieurs, montée en puissance des investissements

* Selon la **première estimation** de l'INSEE, la croissance du PIB en volume, mesurée en rythme trimestriel, aurait ralenti au premier trimestre 2017 (+0,3% - soit +1,0% l'an - après +0,5% au quatrième trimestre 2016).

Entre le premier trimestre 2016 et le premier trimestre 2017, le PIB aurait progressé de +0,8%

après +1,2% entre le quatrième trimestre 2015 et le quatrième trimestre 2016.

L'acquis de croissance au premier trimestre 2017 s'élèverait ainsi à +0,7% pour l'ensemble de l'année 2017.



Source : INSEE

*La croissance du PIB au premier trimestre 2017, en rythme trimestriel recouvre :

- En termes de production par branche :

- un net **repli de la production manufacturière** (-0,5%, après +0,7% au quatrième trimestre) s'expliquant par la baisse enregistrée dans le secteur de la **cokéfaction et raffinage** (-12,1% après +4,7% au trimestre précédent) et dans celui de **l'industrie agroalimentaire** (-2,1% après -0,4%). La production dans le secteur des **matériaux de transport** a ralenti (+1,3% après +3,8% au trimestre précédent) ;

- un très léger **ralentissement dans les services marchands** (+0,6% après +0,7%) s'expliquant notamment par la croissance moindre de la production de services financiers (+0,6% après +0,9%), qui n'a pas été compensée par la faible accélération des services aux entreprises (+0,9% après +0,8%) ;

-une **accélération dans la construction** (+0,6% après +0,3% au troisième trimestre).

- En termes de composantes :

- un net **ralentissement de la consommation des ménages** (+0,1%, après +0,6% au quatrième trimestre 2016). Cette évolution s'explique principalement par le fort repli de la consommation d'énergie (-3,8% après +3,7% au trimestre précédent), à relier « aux températures de l'hiver 2017 qui ont été plutôt douces pour la saison, après un automne 2016 frais ». Par ailleurs, les achats en biens fabriqués ont ralenti (+0,4% après +1,0% au quatrième trimestre 2016) du fait d'un « *repli des achats de véhicules* » ;

- une **croissance quasi inchangée des dépenses de consommation des administrations publiques** (+0,4% après +0,3%) ;

- une **accélération de la FBCF totale** (+0,9% après +0,6%). **L'investissement des entreprises a franchement accéléré** (+1,3% après +0,9%) que ce soit dans le secteur manufacturier (+1,5% après 1,3%), dans la construction (+0,3% après +0,1%) et dans les services marchands (+1,2% après +0,7%). L'investissement des ménages est resté stable (+0,9%). Celui des administrations publiques a continué de se replier mais à une vitesse moindre (-0,4% après -1,2%) ;

- une **diminution des exportations de biens et services** (-0,7% après +1,4%) notamment celles en matériels de transport, conjuguée à une **accélération des importations** (+1,5% après +0,8%), en particulier les achats de produits pétroliers raffinés et ceux d'autres produits industriels.

Détail de la croissance du PIB et de ses composantes

% volume	T2 2016	T3 2016	T4 2016	T1 2017	2016	2017 Acquis
PIB	-0,1	+0,2	+0,5	+0,3	+1,1	+0,7
Consommation des ménages	+0,2	+0,1	+0,6	+0,1	+1,8	+0,7
Consommation des administrations publiques	+0,4	+0,3	+0,3	+0,4	+1,4	+0,8
Investissement total (FBCF), dont :	+0,1	+0,2	+0,6	+0,9	+2,7	+1,4
entreprises non financières	+0,1	-0,1	+0,9	+1,3	+3,9	+1,9
ménages (logements)	+0,5	+0,7	+0,9	+0,9	+2,1	+2,1
administrations publiques	-0,7	+0,2	-1,2	-0,4	-0,7	-1,4
Exportations (biens et services)	-0,1	+0,8	+1,4	-0,7	+1,2	+0,7
Importations (biens et services)	-1,5	+2,6	+0,8	+1,5	+3,5	+3,0

Source : INSEE

* Au total, **au premier trimestre 2017**, la croissance résulte d'une **contribution positive de la demande intérieure finale hors stocks** (+0,4 point après +0,5 point au quatrième trimestre 2016) et **des variations de stocks** (+0,6 point après -0,2), notamment dans les matériels de transport et les autres produits industriels (chimie, pharmacie, plasturgie). En revanche, la croissance a pâti d'une **contribution négative du commerce extérieur** (-0,7 point après +0,2 point au quatrième trimestre 2016).

* En définitive, cette première estimation de la croissance française au début 2017 est préoccupante, pour plusieurs raisons :

- **hors variation des stocks, le PIB aurait reculé de -0,3%** (contre +0,7% au dernier trimestre 2016) ;

- cette reconstitution des stocks a eu pour contrepartie **une forte accélération des importations, qui n'est pas portée par une accélération équivalente de la demande intérieure** ;
- les **exportations ont reculé malgré la bonne tenue des échanges mondiaux et un euro encore compétitif** ;
- un point encourageant : **la reprise des investissements semble se confirmer** au premier trimestre 2017. C'est vrai des investissements des entreprises au-delà de facteurs circonstanciels (fin de la mesure de suramortissement en avril) comme des ménages (au vu des indicateurs sur le marché des logements).

2. Dépenses de consommation des ménages en biens en mars 2017 : nouvelle baisse (-0,4% sur un mois et sur un trimestre, -1% sur un an)

**Les dépenses de consommation des ménages en biens (en volume, CVS-CJO) ont continué de diminuer en mars 2017 (-0,4%, après le « repli de marqué » de -0,7% en février).*

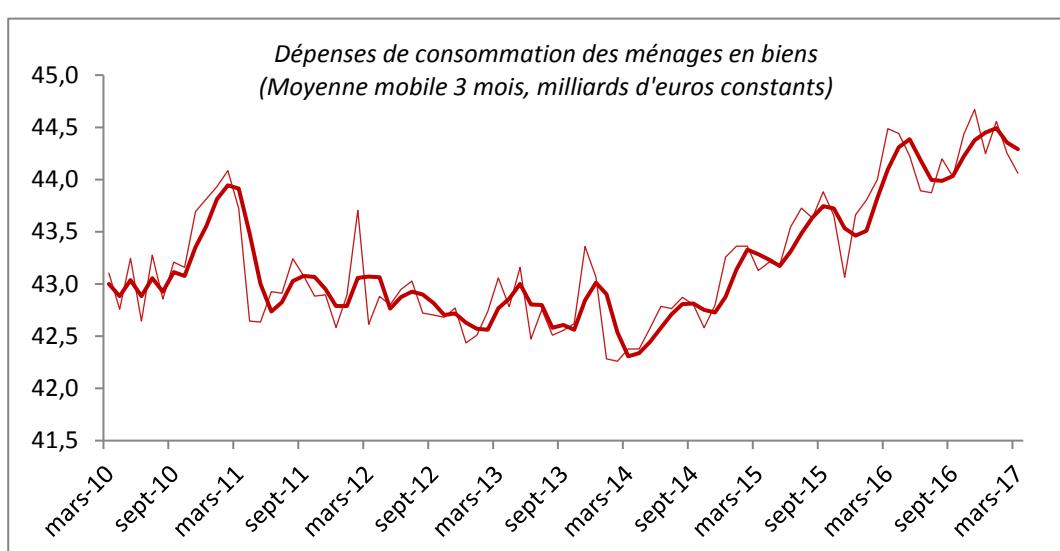
Cette baisse a été causée principalement par le les dépenses en énergie et dans une moindre mesure par celle des dépenses en produits alimentaires et achats de biens fabriqués :

- Les **dépenses de consommation en énergie ont diminué** (-1,8%) pour le deuxième mois consécutif, « *nettement moins toutefois qu'en février* » (-10,9%). Le léger rebond des achats de produits raffinés (+0,5% après -2,4%) a permis de compenser partiellement le nouveau repli des dépenses en gaz et électricité (-3,7%). Cette tendance résulte de « *températures encore supérieures aux normales saisonnières* » ;
- La **consommation en produits alimentaires a marqué le pas** après deux mois consécutif de

hausse (-0,3% après +0,5% en février et +0,6% en janvier) « *du fait de la consommation de tabac* » ;

- Les **achats de « biens fabriqués » sont restés quasi-stable** (-0,1% après +2,5% en février). La progression des achats d'automobiles a été identique (+0,4%) tandis que celle des dépenses d'équipement du logement a été moindre (+0,5% après +3,2% en février). La consommation d'articles d'habillement-textile a nettement diminué après la forte hausse de février (-1,9% contre 8,0%).

** En glissement sur un an, les dépenses des ménages se sont repliées de -1,0% sous l'effet essentiellement de la forte contraction des dépenses en énergie (-8,2%). La hausse des dépenses en produits alimentaires (+0,3%) et en biens fabriqués (+0,7%) n'a pas permis de compenser cette baisse.*



Source : INSEE

**Au premier trimestre 2017, les dépenses de consommation des ménages en biens ont diminué par rapport au quatrième trimestre 2016 (-0,4%). Cette baisse trouve là aussi essentiellement son origine dans celle des produits énergétiques (3,8% dont -5,7% pour les seules dépenses en gaz et énergie). Les dépenses de biens alimentaires et de biens fabriqués ont augmenté (respectivement +0,3% et +0,4%).*

**En glissement sur un an, les dépenses des ménages au premier trimestre se sont accrues de +0,4% sous l'effet conjugué de la hausse des dépenses de biens fabriqués (+0,8% dont +0,9% pour l'habillement et +1,2% dans l'automobile) et des produits alimentaires (+0,3%). Les dépenses en énergie ont diminué de -0,1% (-0,8% pour les dépenses en gaz et électricité et +0,8% pour celles en carburants et fuel).*

Evolution et structure des dépenses de consommation des ménages en biens (variation en %)

%	Poids	janv-17	févr-17	mars-17	Mar.17 / Mar.16	T1 2017 / T1 2016	T1 2017 / T4 2016
Total	100%	+0,7	-0,7	-0,4	-1,0	+0,4	-0,4
Alimentaire	38%	+0,6	+0,5	-0,3	+0,3	+0,3	+0,3
Biens fabriqués	45%	-1,2	+2,5	-0,1	+0,7	+0,8	+0,4
Biens durables, dont	22%	-1,4	+1,5	+0,4	-1,4	-0,1	0,0
Automobiles	12%	-2,6	+0,4	+0,4	+0,6	+1,2	-0,4
<i>Equipement du logement</i>	8%	+0,7	+3,2	+0,5	-4,7	-1,9	+1,3
Textile - cuir	9%	-3,4	+8,7	+1,9	+3,5	+0,9	+0,9
Autres	13%	+0,9	-0,1	+0,4	+2,4	+2,2	+0,9
Energie	17%	+5,8	-10,9	-1,8	-8,2	-0,1	-3,8
Gaz et électricité	10%	+8,8	-16,5	-3,7	-12,9	-0,8	-5,7
Carburants et fuel	7%	+1,6	-2,4	+0,5	-1,5	+0,8	-1,2

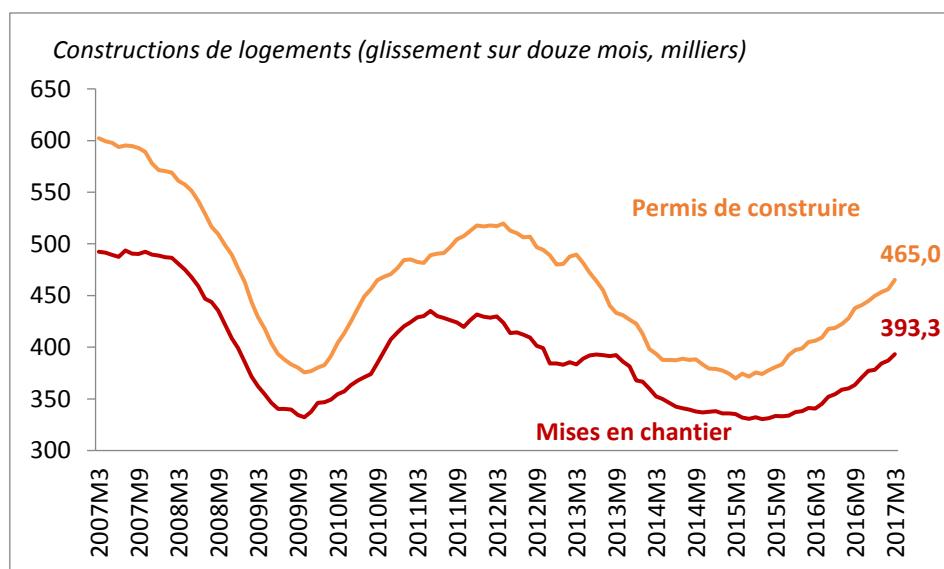
Source : INSEE

3. Construction de logements en mars 2017 : 393 300 mises en chantier en cumul sur 12 mois (+15,4% en glissement annuel)

Au cours du *premier trimestre 2017*, en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables, les mises en chantier ont poursuivi leur hausse *par rapport au trimestre précédent* : +5,1%, après +4,3% (+5,6% pour les logements individuels et +4,7% pour les logements collectifs). Dans le même temps, le nombre de logements autorisés a augmenté de +1,8% (+8,4%

pour les logements individuels et -2,6% pour les logements collectifs).

Sur un an, le premier trimestre 2017 s'inscrit en progression sensible de **+18,4% pour les mises en chantier** et de **+15,8% pour les permis de construire**. La tendance s'observe dans l'individuel comme dans le collectif.

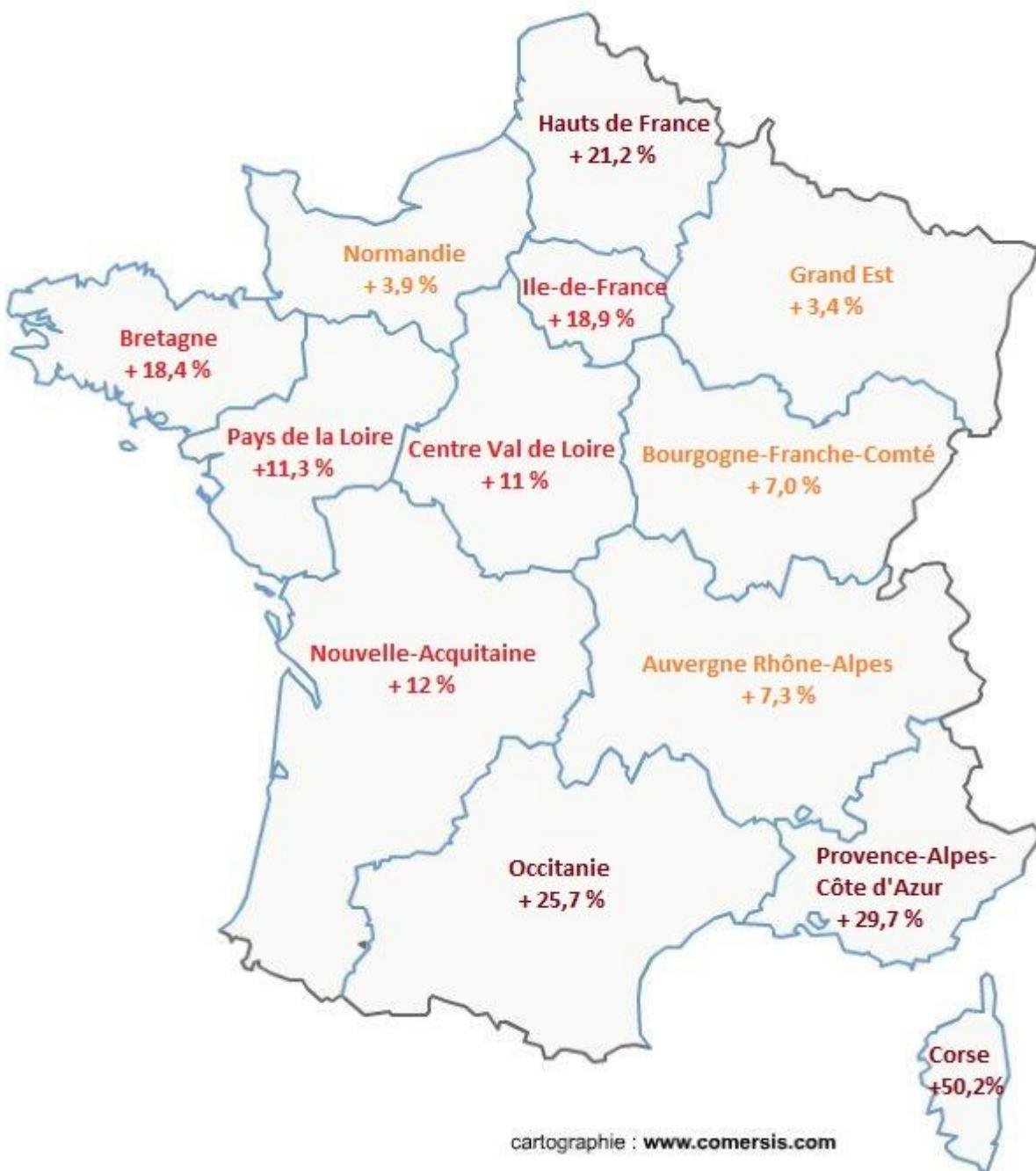


Source : SOeS

* *Cumulées sur douze mois* (avril 2016-mars 2017), les **mises en chantier** ont enregistré une hausse de **+15,4% en glissement annuel**, pour s'établir à **393 300 logements en mars 2017** (+12,2% en décembre 2016). C'est le rythme le plus élevé depuis juillet 2011. Simultanément, les **permis de construire** ont progressé de **+14,4%** (+13,2% en décembre 2016).

Cette amélioration concerne toute les régions, avec des intensités diverses. En termes de *mises en chantier*, la hausse a été de 3 à 10% dans quatre régions métropolitaines (Grand Est, Normandie, Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes) ainsi que dans les DOM, de 10 à 20% dans quatre régions (Centre-val de Loire, Nouvelle Aquitaine, Pays de la Loire, Bretagne) de plus de 20% en Île-de-France, en Corse, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, et en Occitanie. Les *permis de construire* ont augmenté partout sauf en Corse où ils ont fortement baissé

Evolution des mises en chantier des logements
(cumul des douze mois avril 2016 – mars 2017 mois en glissement annuel, %)



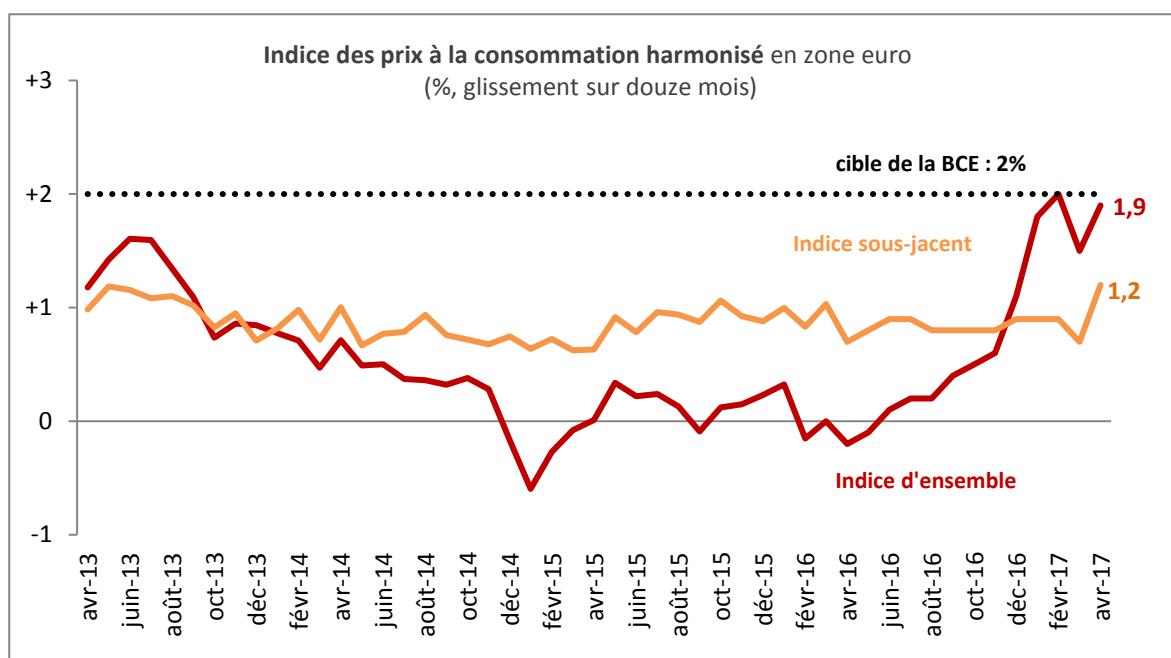
4. Hausse des prix dans la zone euro en avril 2017 : accélération sur un an de l'inflation totale (+1,9%) et sous-jacente (+1,2%)

* Selon une première estimation rapide d' Eurostat, *l'indice des prix à la consommation harmonisé de la zone euro aurait accéléré en avril 2017 (+1,9%)* soit le taux cible de la Banque Centrale Européenne, après +1,5% en mars).

Cette accélération du taux d'inflation annuel serait dû pour une grande partie à la **progression des prix de l'énergie** (+7,5% après +7,4% en mars) : en particulier, le cours moyen du baril de Brent au mois d'avril s'est élevé à 54 dollars contre

42 dollars un an plus tôt. Elle s'explique également par l'accélération des prix dans les services (+1,8% contre +1,0% en mars). La **hausse des prix dans l'alimentation, alcool et tabac** a été relativement moins forte qu'en mars (+1,5 contre +1,8%). Enfin, les prix des **produits industriels** n'auraient augmenté que de +0,3%.

* *L'indice sous-jacent des prix aurait augmenté de +1,2% sur un an*, rythme le plus élevé depuis mai 2013.



Source : Eurostat

* Lors de sa réunion du 27 avril dernier, **la BCE a décidé d'un statu quo sur sa politique monétaire accommodante** : taux d'intérêts inchangés à des niveaux historiquement bas et maintien jusqu'à la fin de l'année du rythme des rachats mensuels d'actifs (60 milliards d'euros).

Selon Mario Draghi, président de la BCE, « les dernières données disponibles confirment que la reprise cyclique de l'économie de la zone euro devient de plus en plus solide et que les risques baissiers ont encore diminué ».

Si le risque de déflation au sein de la zone euro *a quasiment disparu*, la BCE a souligné que

« les pressions sur l'inflation sous-jacente continuent de rester limitées et doivent encore manifester une tendance haussière convaincante ».

La BCE devrait par conséquent maintenir un ton plutôt accommodant lors de ses prochaines réunions, en particulier sur sa politique de taux bas. A ce jour en effet, elle ne dispose pas « d'éléments probants » pour modifier ses perspectives de hausse des prix à moyen terme et n'est « pas suffisamment confiante dans le fait que l'inflation va converger durablement vers des niveaux cohérents » avec son objectif d'inflation.

5. Climat des affaires aux Etats-Unis en avril 2017 : décélération de l'activité manufacturière à partir d'un point haut, accélération dans les autres secteurs

* La dernière enquête de l'*Institute for Supply Management* (ISM), réalisée auprès des directeurs d'achat en **avril 2017**, montre **une poursuite de l'expansion de l'activité**.

* Dans **le secteur manufacturier, l'expansion de l'activité a ralenti** : après avoir atteint ses plus hauts niveaux depuis avril 2011 en février et mars dernier, **l'indicateur ISM a reculé de -2,4 points en avril**, pour s'établir à 54,2.

Parmi les entreprises sondées, nombre d'entre elles se sont montrées optimistes, expliquant notamment que « *de nouveaux projets voyaient le jour* » (secteur de la chimie) ou que « *le climat des affaires et les perspectives demeuraient solides* » (plasturgie). Certaines ont néanmoins souligné « *un léger ralentissement dans la progression de leurs carnets de commandes* » (produits informatiques et électroniques).

Dans le détail, on constate :

- **un net ralentissement des nouvelles commandes** (57,5) à partir il est vrai d'une vitesse de progression exceptionnellement soutenue en mars (64,5). Le rythme des nouvelles commandes à l'exportation est resté quasiment inchangé (indice à 59,5 après 59 en mars) ;
- **un ralentissement tout aussi marqué des perspectives sur l'emploi** (52,0 après 58,9 en mars, soit -6,9 points). Parmi les dix-huit

industries manufacturières interrogées, quatre anticipent une contraction de l'emploi pour les mois à venir (notamment le textile-habillement et les industries extractives) ;

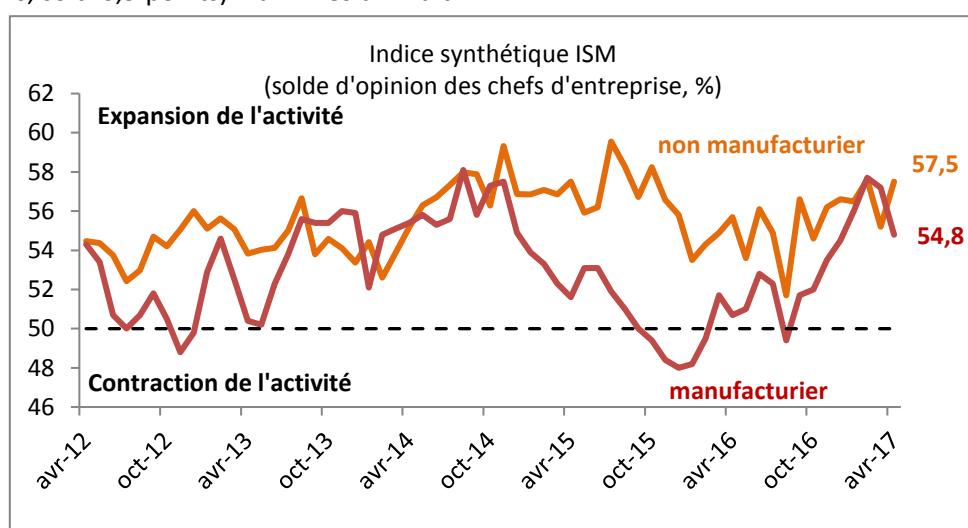
- **une accélération de la production** après le net ralentissement du mois de mars (58,6 contre 56,7 en mars et 62,9 en février) ;

* Dans **le secteur non manufacturier**, la progression de l'activité a accéléré en avril (57,5 après 55,2 en mars). Il s'agit du 87^{ème} mois consécutif d'expansion de l'activité dans ce secteur.

A en croire certaines entreprises interrogées, **cette expansion pourrait néanmoins s'atténuer dans les mois à venir** du fait notamment d'incertitudes sur « *la mise en place de la réforme de santé et de son impact sur les entreprises* » (secteur de la santé et de l'assistance sociale) ou encore sur les potentielles « *tensions géopolitiques avec la Corée du Nord* ».

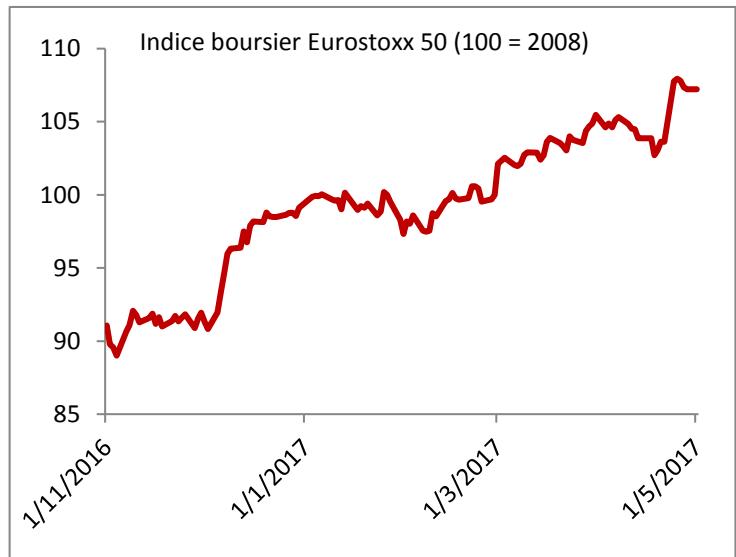
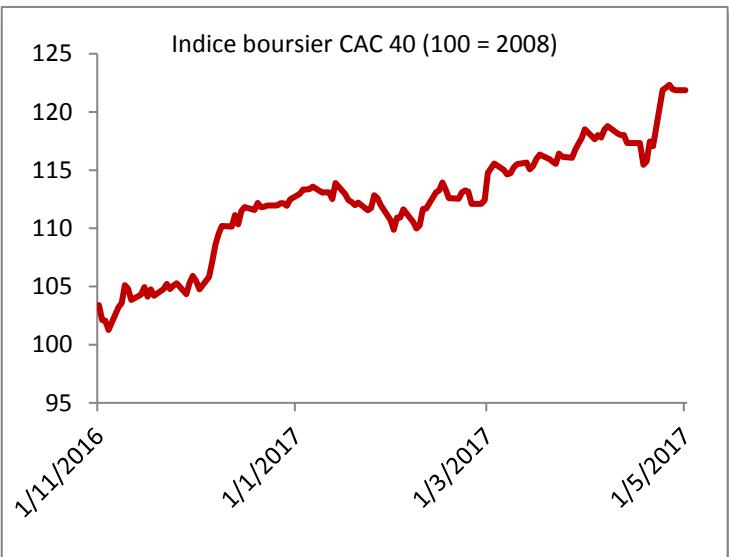
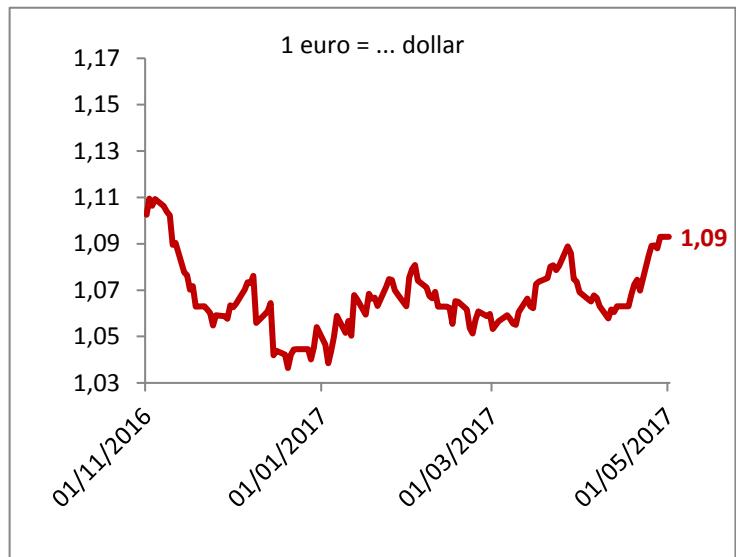
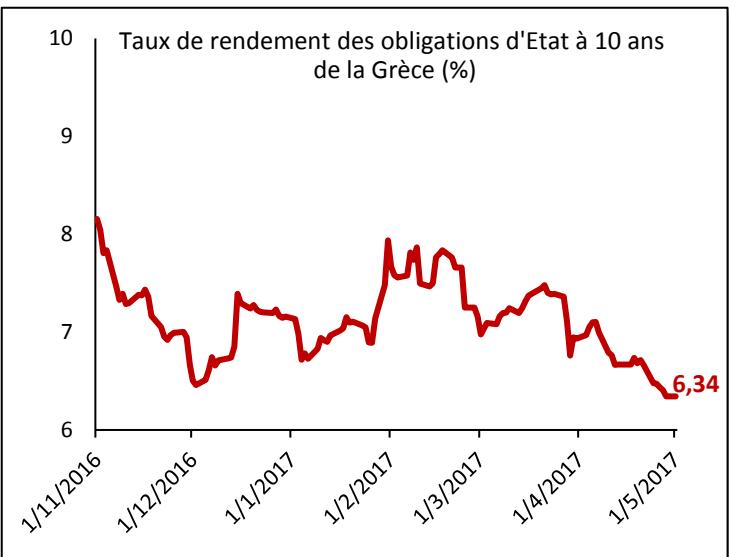
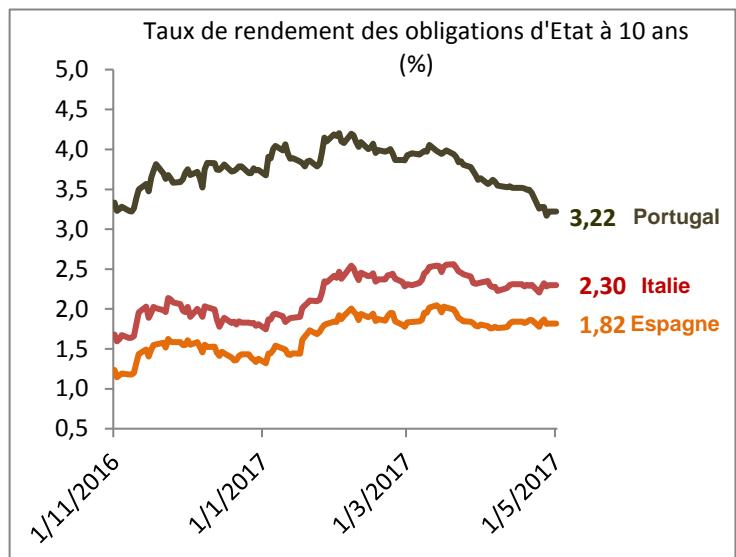
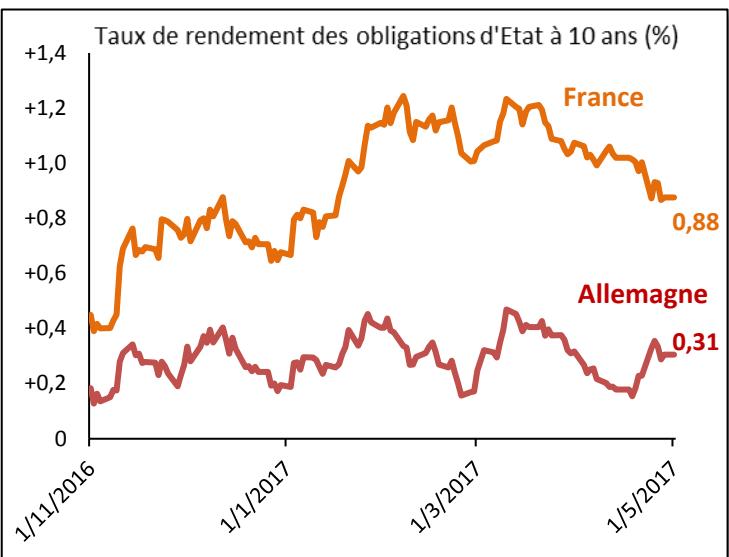
Dans le détail, on note :

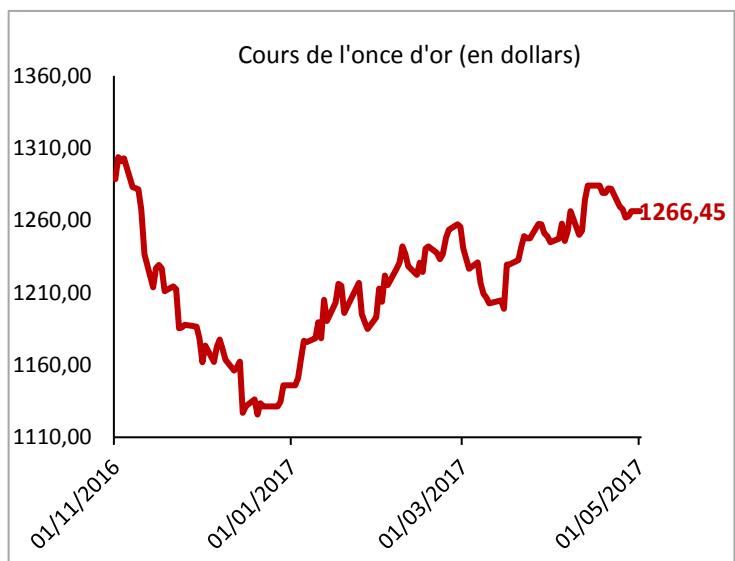
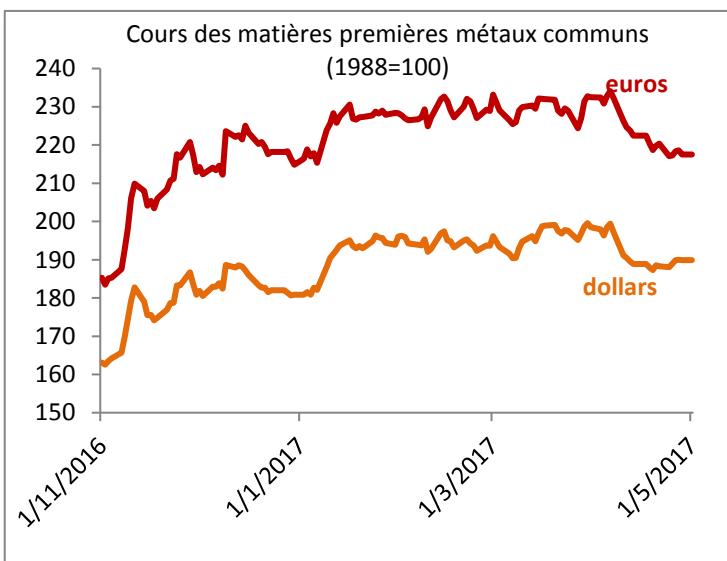
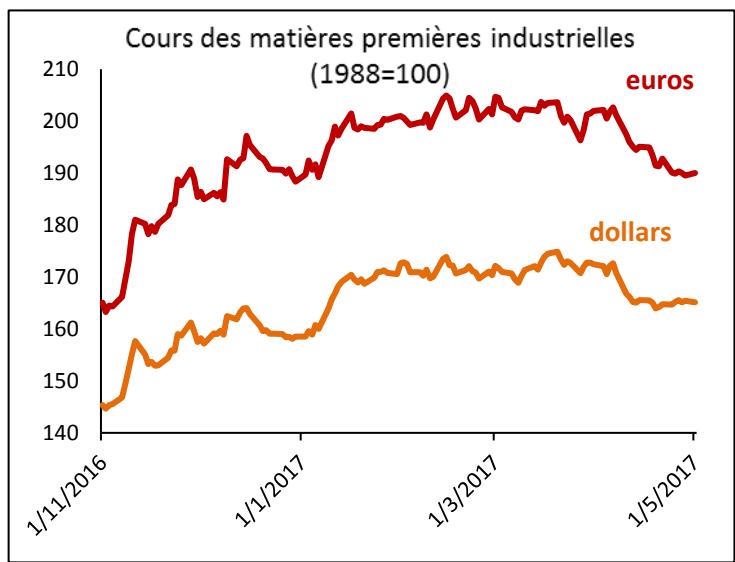
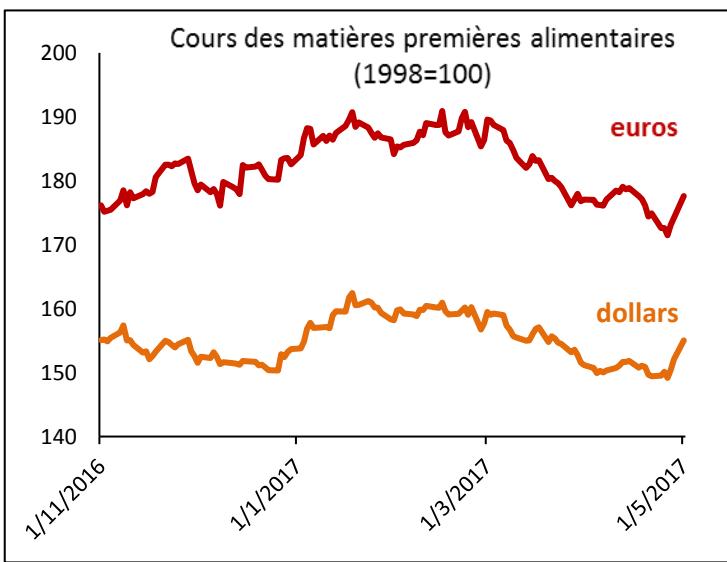
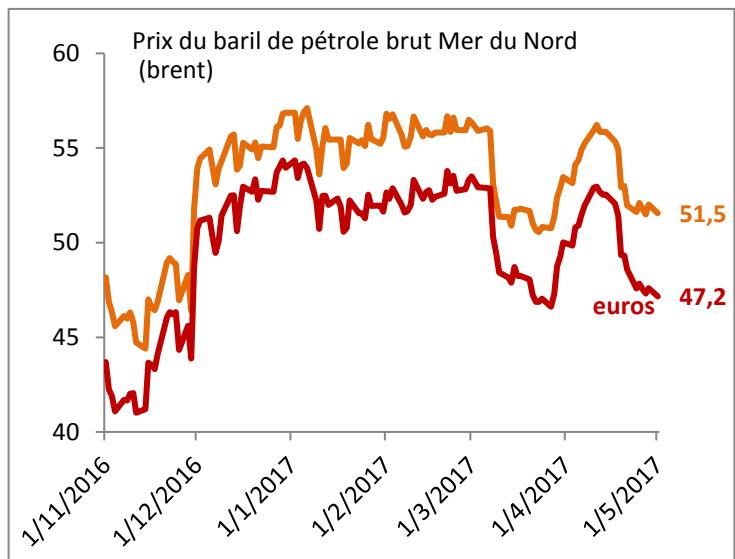
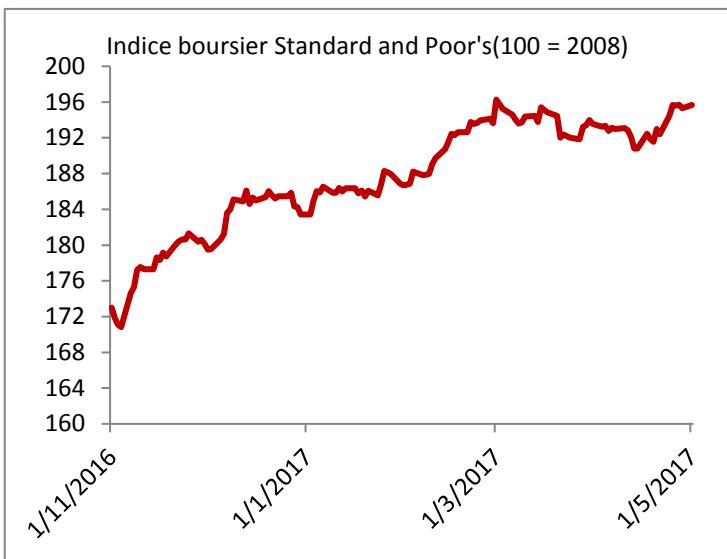
- **une accélération marquée des nouvelles commandes** (63,2 après 58,9) et notamment celles à destination des marchés à l'exportation ;
- **une quasi stabilité des perspectives d'emploi** (51,4 après 51,6 en mars)



Source : Institute for Supply Management

6. Tendances récentes des marchés : hausse interrompue des marchés actions de part et d'autre de l'Atlantique





Contact : gde-lavernee@medef.fr // abenhamou@medef.fr

Rédaction achevée le 04 mai 2017

La Météo de l'éco - Prenez la température de l'économie française
en quelques clics, avec 30 indicateurs

► Connectez-vous sur www.meteodeleco.fr
► ou téléchargez l'application gratuitement sur :

